

L'Adresse

qu'on pourra lire ce qui a été dit au compte rendu. J'ai pris en note que le ministre a été accusé de négocier l'élimination des droits de douane.

C'est tout à fait le contraire de ce que veut faire le ministre de l'Agriculture. J'insiste. Le ministre a entrepris des négociations sérieuses avec le secrétaire à l'Agriculture des États-Unis et il s'efforce d'obtenir une entente permettant de garder les droits de douane élevés, ce qui est notre droit en vertu du GATT. C'est exactement ce que nous voulons. Le ministre veut que ces droits de douane restent suffisamment élevés pour que notre système de gestion de l'offre puisse demeurer intact et soit protégé.

M. John Solomon (Regina—Lumsden): Monsieur le Président, c'est la première occasion que j'ai de prendre la parole à la Chambre des communes et je veux d'abord vous féliciter pour votre nomination et féliciter aussi tous les députés qui ont été élus pour la première fois à la Chambre des communes. C'est très excitant comme travail.

Je veux aussi profiter de l'occasion pour rendre hommage à l'ancien député de Regina—Lumsden, M. Les Benjamin, qui a servi ses électeurs et son pays pendant 25 ans. Il a très bien défendu les intérêts des habitants de la Saskatchewan et de tous les Canadiens, particulièrement sur des questions telles que la Commission canadienne du blé, le tarif du Nid-de-Corbeau et le transport ferroviaire. C'est avec beaucoup de tristesse que j'informe la Chambre qu'il est maintenant à l'hôpital. Il est très malade, mais on m'a dit que son moral est très bon. Au nom des électeurs de Regina—Lumsden, je veux lui rendre hommage pour avoir si bien servi son pays.

Je représente un district qui comprend la ville de Regina, capitale de la Saskatchewan. C'est une région principalement urbaine à laquelle on a rattaché des secteurs ruraux dont Lumsden, Regina Beach, Grand Coulee, Pense et toutes les exploitations agricoles situées sur ce territoire. Il y a aussi, dans notre circonscription, un important producteur d'acier et de tuyaux. Il s'agit de la société Ipsco, qui emploie un nombre considérable de travailleurs et qui contribue largement à la vie économique de Regina et de toute la Saskatchewan.

• (1930)

Je voudrais aussi remercier les familles et les électeurs de Regina—Lumsden, qui m'ont fait confiance et qui m'ont donné leur appui durant les derniers mois, particulièrement durant la campagne électorale. C'est un honneur pour moi de les représenter, et je suis fier de parler en leur nom à la Chambre des communes. Je me suis engagé à ne ménager aucun effort pour transmettre leur message au Parlement et pour exprimer leurs priorités en leur nom.

Leurs priorités sont celles de la majorité des Canadiens. Ils veulent un gouvernement transparent et honnête qui rend compte de ses actions. Ils veulent un gouvernement qui fait tout ce qui est en son pouvoir pour créer des emplois et renforcer notre économie. Les électeurs de ma circonscription, comme je crois ceux des autres régions canadiennes, veulent une politique fiscale plus juste et des programmes sociaux répondant aux besoins de la population. Je travaillerai sans relâche pour faire en sorte que les

priorités des électeurs de la circonscription de Regina—Lumsden soient aussi celles du gouvernement et de l'actuelle législature.

Le discours du Trône dont nous sommes saisis est l'un des plus courts qui aient jamais été prononcés; sa lecture prend 17 minutes si on lit très lentement. Les Canadiens sont perplexes; ils se demandent si cela veut dire que le gouvernement préfère taire ce qu'il fera ensuite ou s'il l'ignore complètement. C'est probablement là le problème et cela m'inquiète.

Le nouveau gouvernement est aux prises avec un grave problème de chômage au Canada. Plus de deux millions de Canadiens sont sans emploi. Le chômage atteint des niveaux sans précédent, encore plus catastrophiques qu'au moment de la crise des années 30. Le sous-emploi est généralisé, et c'est le gouvernement précédent qui doit être pointé du doigt dans une large mesure. Le gouvernement conservateur précédent a décidé de procéder à une déréglementation dans l'industrie, ce qui a entraîné des pertes d'emplois. Il a opté pour une politique des taux d'intérêt élevés. Il a annulé la taxe sur les ventes des fabricants. Il a instauré la TPS et adopté, sur le plan monétaire, des mesures qui ont incité les entreprises à transférer leurs emplois à l'étranger.

Le gouvernement précédent a aussi décidé de ratifier l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'Accord de libre-échange nord-américain; les libéraux qui s'opposaient fermement à ces deux accords lorsqu'ils étaient dans l'opposition se sont empressés d'y souscrire aussitôt portés au pouvoir. Non seulement l'ALE et l'ALENA ont coûté aux Canadiens la perte de centaines de milliers d'emploi, mais ils ont aussi réduit la capacité de notre pays de prendre, à titre d'État souverain, les décisions ayant des répercussions sur nos vies.

Quand on examine certaines des politiques du gouvernement précédent, on est bien forcé de conclure qu'elles ne visaient qu'à servir les intérêts des grandes sociétés et à leur permettre de faire leurs choix économiques sans contribuer équitablement à notre économie. Ce programme conservateur a fait augmenter les bénéfices des sociétés, créé un chômage élevé, fait grimper les déficits et la dette publique et a compromis notre aptitude à fournir à notre population des emplois et des programmes sociaux convenables.

Mais quelle est la solution à ces graves problèmes dont souffre notre pays? À en juger par le discours du Trône, la réponse du gouvernement libéral semble être qu'il ne le sait pas. Mais les Canadiens feraient mieux de bien se tenir, car on dirait que le problème du chômage et le programme favorable aux entreprises vont subsister. Il faudrait que les libéraux donnent la priorité dans leur programme aux personnes plutôt qu'aux riches sociétés et aux riches familles du pays.

Il me semble que le gouvernement a déjà manifesté son manque d'intérêt pour les emplois en reculant sur l'ALENA et en changeant d'avis sur l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis qui a miné notre bien-être économique et affaibli tout particulièrement notre secteur manufacturier.

Dans leur discours du Trône, les libéraux se sont dérobés à leur promesse de créer des emplois en n'annonçant pas de programme